

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN FEVRIER 2012

*BP 650 Abidjan 04
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9^{me} étage
Tel. : +225 - 20 20 09 89
+225 - 20 22 76 50
Fax : +225 - 20 22 54 55*

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN FEVRIER 2012 [SYNTHESE]

L'environnement international est marqué par la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale. Ainsi, le taux de croissance du PIB mondial devrait s'établir à 3,3% en 2012 selon les prévisions du FMI après 3,8% en 2011. La croissance de l'activité des pays avancés ressortirait à 1,2% contre 1,6% en 2011. Dans les pays émergents, la croissance ralentirait, passant de 6,9% en 2011 à 5,4% en 2012, tirée par la demande intérieure et favorisée par un assouplissement monétaire.

Sur les **marchés des matières premières**, les cours enregistrent dans l'ensemble un repli en liaison avec le ralentissement de l'économie mondiale. Toutefois, le pétrole brut se distingue par une flambée de ses cours dû notamment au regain des violences au Moyen Orient. Dans ces conditions, **l'inflation mondiale** en 2012, devrait s'atténuer, après la forte poussée enregistrée en 2011.

Les tensions sur les **marchés financiers** se sont atténuées, suite à l'assouplissement monétaire de la BCE et aux progrès réalisés pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone et résoudre la crise grecque.

Enfin, sur le **marché de change**, l'euro maintient sa baisse face à la plupart des principales monnaies. En janvier 2012, en glissement annuel, la monnaie européenne s'est dépréciée de 3,5%, de 10% et de 2% par rapport respectivement au dollar, au yen et à la livre sterling.

Au plan intérieur, l'activité économique qui a pâti de la crise post-électorale en 2011, augure en 2012 de bonnes perspectives, grâce à la consolidation de la normalisation sociopolitique et aux réformes initiées pour stabiliser le cadre macroéconomique. Ainsi, l'économie devrait connaître son plein essor avec la reprise effective des grands travaux d'investissements privés et publics prévus. Le taux de croissance du PIB annuel ressortirait à +8,1% contre une décroissance de 4,7% en 2011.

Les principales évolutions sectorielles se présentent comme suit :

Dans le secteur traditionnel agricole¹, le coton (70 369,9 tonnes ; +12,0%), le sucre (139 451,1

tonnes ; +27,9%), la banane (29 944 tonnes +10,9%) et le café (48 606 tonnes contre 2948 tonnes récoltées à la même période de 2011) enregistrent de bonnes performances. Celles-ci sont amoindries cependant par le cacao (292 944 tonnes, -18,2%), la noix de cajou² (441,4 tonnes, -68,3%) et l'ananas (7 969,8 tonnes ; -7,9%) dont les productions accusent des baisses.

La production de sucre a profité de la bonne répartition pluviométrique et des investissements. Quant au coton graine, il a bénéficié des subventions de l'Etat pour le financement des intrants et de l'appui de l'Union européenne pour la mise à disposition de nouvelles semences. Le bon résultat du café se justifie par le fait qu'il n'y a pas eu de récoltes du fait de l'abandon des plantations au cours de cette période de comparaison de 2011.

Au niveau du cacao, la bonne réalisation affichée en 2011 semble s'estomper au regard des résultats enregistrés au terme des deux premiers mois de l'année 2012. Il convient toutefois de rappeler qu'au cours des deux premiers mois de l'année 2011, le cacao³ a bénéficié des anticipations des exportateurs du fait de la crise post-électorale. Il en est de même pour l'ananas qui renoue avec la baisse, après s'être bien comporté en 2011. Le repli de l'anacarde se justifie par les fuites en direction du Ghana où le prix au producteur est rémunérateur.

Dans le **domaine minier**, l'extraction pétrolière et la production de gaz baissent de 14,4% et 5,5% par rapport aux réalisations des deux premiers mois de 2011 pour s'établir respectivement à 1 839 672 barils et à 9 382 485,1 MMBTU. Ces résultats sont imputables à la déplétion naturelle des champs pétroliers et à l'arrêt de l'exploitation pour cause d'investissements.

Le rattrapage attendu au niveau du **secteur secondaire** en 2012, est perceptible sur le premier mois de l'année. Ainsi, l'activité industrielle hors extraction croît de 9,9% au mois de janvier, soutenue par le dynamisme des branches agroalimentaires (+19%), textile et chaussures (+21,7%), Chimie (+21,9%), Automobile mécanique (+47,9%) et Matériaux de construction

¹ Les données de la banane, de l'ananas et de l'anacarde sont à fin janvier 2012.

² Il s'agit d'une production apparente car estimée sur la base des exportations.

³ Il s'agit de la production commercialisée.

(+71,7%). Il convient de noter que le secteur manufacturier (+15,0%) bénéficie du regain de la demande notamment intérieure. La bonne tenue des matériaux de construction s'explique par la reprise des BTP (+110,1%), suite au redémarrage des grands chantiers publics et des constructions immobilières.

Toutefois, cette évolution cache le repli des industries du bois (-15%), de l'énergie électrique et eau (-0,7%) et des industries diverses (-31,8%).

Le **secteur des énergies commerciales** est marqué à fin février 2012, par une contraction de la production de produits pétroliers de 4,2%, due à l'arrêt de certaines unités de production pour cause de maintenance réglementaire, tandis que la production d'électricité s'inscrit en hausse (+4,1%), soutenue par la progression de 14,4% de l'offre d'énergie thermique.

Au plan de la demande, en liaison avec la reprise de l'économie nationale, la consommation nationale de produits pétroliers s'accroît de 48%. Cette demande intérieure a été satisfaite grâce aux importations de produits pétroliers autres que le butane. La production s'est avérée ainsi insuffisante pour satisfaire la demande extérieure qui chute de 43,8%. A l'instar des produits pétroliers, la consommation d'électricité croît de 12,3%, portée par la moyenne tension (+21,0%) et la basse tension (+4,8%).

Les prix à la consommation à fin février 2012, restent contenus, grâce aux différentes mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère. Ainsi *en glissement annuel*, l'inflation ressort à 2,0%, tirée essentiellement par la hausse des postes « Restauration et hôtels » (+8,1%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+8,5%) et « biens et services » (+8,1%), a été amoindrie par le repli des prix de la communication de 5,9%. La hausse des prix alimentaires reste modérée (+1,1%), grâce au recul des prix des légumes frais (-9,9%) et tubercules (-7,9%). Toutefois, il est noté un renchérissement des sous postes « Céréales non transformées » (+6,2%) et « Fruits » (+5,1%) dû à la sécheresse dans le Sahel.

En moyenne sur la période, l'inflation se situe à 2,1%, amenée également par les mêmes facteurs. En termes d'origine, l'inflation importée s'établit à 2% en moyenne sur la période, contre 2,2% pour l'inflation locale.

Les **échanges extérieurs** à fin janvier 2012, sont marqués par un excédent commercial de 225,3 milliards, en réduction de 46,4% par rapport à

janvier 2011. Les exportations baissent en valeur de 20,8%, sous l'effet du repli des prix de réalisation (-5,6%) et des volumes cédés (-16,2%) causé respectivement par la chute des cours des produits de base et les mauvaises performances des exportations agricoles (-13,3%) et de pétrole brut (-19,5%).

En revanche, à la faveur de la relance des activités et du retour de la consommation, les importations enregistrent un redressement. Ainsi, en valeur comme en volume, les achats de biens à l'étranger augmentent respectivement de 19,5% et 78,1%.

Le profil des **agrégats monétaires** à fin janvier 2012 laisse apparaître par rapport à décembre 2011, une hausse des avoirs extérieurs nets de 19,9 milliards, un recul du crédit intérieur de 58,7 milliards causé par la diminution de la Position Nette du Gouvernement (-16,0 milliards) et des crédits à l'économie (-42,7 milliards). En contrepartie, la masse monétaire se contracte de 88,0 milliards.

Enfin le **marché boursier** profite de l'amélioration du climat des affaires. Il enregistre une appréciation des indices boursiers (BRVM 10 : +1,5% et BRVM composite : +0,8%) et une hausse du volume des échanges de titres de 35,3% (1 969 557 titres pour 7,4 milliards de f.cfa).

Dans l'ensemble, grâce aux efforts du Gouvernement dans la normalisation de la situation socio-politique, la reprise progressive de l'activité économique amorcée depuis le mois de mai 2011, se poursuit comme l'atteste le profil des indicateurs. Les évolutions favorables sont observées au niveau des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur extérieur, à la faveur de la relance de l'activité économique, profite du rebond des importations en volume de biens intermédiaires, de biens d'équipement et des autres biens de consommation.

Cependant, des inquiétudes existent. Le secteur primaire pâtit des contreperformances des productions du cacao et du pétrole. Les exportations connaissent un ralentissement au regard des ventes de cacao, de brut et de produits pétroliers.

Au plan de l'inflation, la poursuite par le Gouvernement des mesures de lutte contre la vie chère, combinée aux récentes mesures prises lors de la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union à la faveur des pays sahéliens victimes de la sécheresse, devrait permettre le retour de l'inflation dans les limites raisonnables.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN FEVRIER 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'environnement international au terme des deux premiers mois de l'année 2012 est marqué par la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale. Les perspectives économiques de 2012, demeurent menacées par des risques liés à la persistance de la crise de la dette dans la zone euro et à la flambée des cours de pétrole. Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB mondial devrait s'établir à 3,3% en 2012, selon les prévisions du FMI, après être ressorti à +3,8% en 2011. La croissance de l'activité des pays avancés ressortirait à 1,2% contre 1,6% en 2011. Dans les pays émergents, la croissance ralentirait passant de 6,9% en 2011 à 5,4% en 2012, tirée par la demande intérieure et favorisée par un assouplissement monétaire.

Sur les **marchés des matières premières**, les cours enregistrent dans l'ensemble un repli, en liaison avec le ralentissement mondial. Toutefois, le pétrole se distingue par une hausse de ses cours, du fait notamment du regain des violences dans les principales zones de production. Dans ces conditions, **l'inflation mondiale** en 2012, devrait s'atténuer, après la forte poussée enregistrée en 2011. Elle ressortirait à +1,6% (contre +2,7% en 2011), dans les pays avancés et à 6,2% (contre 7,2% en 2011) dans les pays émergents et en développement.

Les tensions sur les **marchés financiers** se sont atténuées, suite à l'assouplissement monétaire de la BCE et aux progrès réalisés pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone et résoudre la crise grecque. Les principales banques centrales, notamment la Banque Centrale Européenne et la Fed aux Etats-Unis, ont maintenu leurs taux directeurs à un niveau faible pour soutenir l'activité économique.

Enfin, sur le **marché de change**, l'euro maintient sa baisse face à la plupart des principales monnaies, notamment la devise américaine. En janvier 2012, en glissement annuel, la monnaie unique s'est dépréciée de 3,5%, de 10% et de 2% par rapport respectivement au dollar, au yen et à la livre sterling.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Après avoir pâti de la crise post-électorale, **l'activité économique nationale** augure en 2012 de bonnes perspectives, grâce à la consolidation de la normalisation sociopolitique et aux réformes initiées pour stabiliser le cadre macroéconomique. Ainsi, l'économie devrait connaître son plein essor avec la reprise effective des grands travaux d'investissements privés et publics prévus. Le taux de croissance annuel du PIB ressortirait à +8,1% contre une décroissance de 4,7% en 2011.

Les principales évolutions sectorielles au terme de ces deux premiers mois de 2012 se présentent comme suit :

1. La production agricole

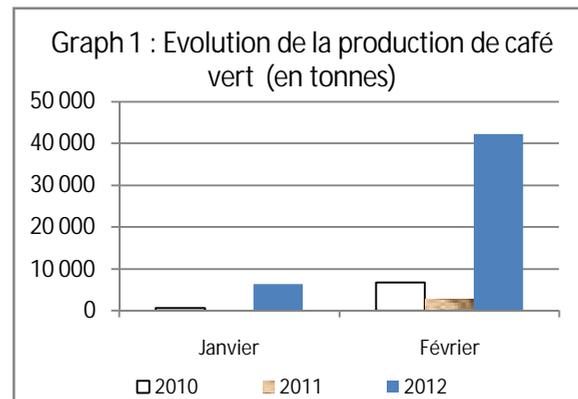
Dans le secteur traditionnel agricole⁴, il est enregistré de bonnes performances dans les filières Coton (70 369,9 tonnes, +12,0%); Sucre (139 451,1 tonnes, +27,9%) ; Banane (29 944 tonnes +10,9%) et Café (48 606 tonnes contre 2948 tonnes récoltées à la même période de 2011).

⁴ Les données de la banane, de l'ananas et de l'anacarde sont à fin janvier 2012.

Il convient de noter que ces deux spéculations ont bénéficié de l'amélioration de la situation sécuritaire. La hausse de la production de sucre est imputable : (i) aux meilleures conditions climatiques qui ont favorisé la richesse des cannes en sucre (bon ensoleillement et bonne pluviométrie) ; (ii) au changement progressif des variétés vieillissantes par des variétés plus performantes en teneur de sucre ; (iii) à l'augmentation des parcelles cultivées ; et (iv) à l'amélioration des rendements du fait d'un entretien des surfaces cultivées et des investissements réalisés.

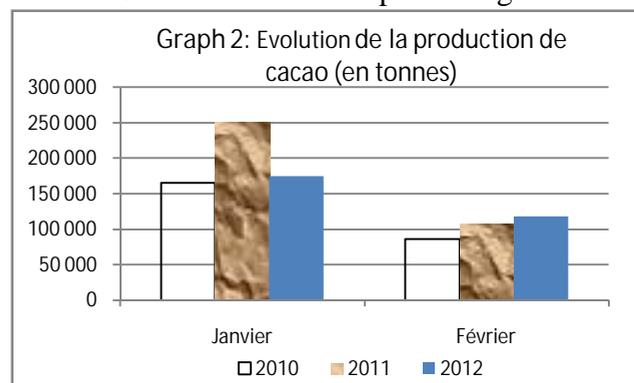
La performance du coton graine provient de l'amélioration de la qualité des semences en liaison avec les subventions allouées par l'Etat pour le financement des intrants et l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ».

Le bon résultat du café se justifie par le fait que la période de comparaison de 2011 n'a pas enregistré de récoltes, en raison de l'abandon des plantations du fait de la crise post-électorale. Il s'explique en outre par l'augmentation de 22,7% du prix au producteur qui s'est situé à 527 fcfa/ kg en moyenne sur la période sous revue.



Ces bons résultats sont amoindris par le recul du cacao (292 944 tonnes, -18,2%); de la noix de cajou⁵ (441,4 tonnes, -68,3%) et de l'ananas (7 969,8 tonnes ; -7,9%).

Au niveau du cacao, la bonne réalisation affichée en 2011 semble s'estomper au regard des résultats enregistrés au terme des deux premiers mois de l'année 2012. Il convient toutefois de rappeler qu'au cours des deux premiers mois de l'année 2011, la production cacaoyère⁶ a bénéficié des anticipations des exportateurs du fait de la crise post-électorale. Comme autres facteurs explicatifs de cette contreperformance, il y a le vieillissement des vergers et la baisse du prix au producteur qui est passé de 848 F/kg en moyenne sur les deux premiers mois de 2011 à 686F/kg à fin février 2012, soit -19,1%.



Il en est de même pour l'ananas qui renoue avec la baisse, après s'être bien comporté en 2011. Quant au repli de l'anacarde, il se justifie par l'évasion du produit vers le Ghana qui offre des prix aux producteurs plus rémunérateurs.

2. La production minière

Dans le domaine minier, la production des sous secteurs pétrole et gaz continuent de se contracter du fait de la déplétion naturelle des champs pétroliers et de l'arrêt de l'exploitation pour cause d'investissements. Ainsi, les extractions de **pétrole brut** et de **gaz** baissent de

⁵ Il s'agit d'une production apparente car estimée sur la base des exportations.

⁶ Il s'agit de la production commercialisée.

14,4% et 5,5% par rapport aux réalisations des deux premiers mois de 2011 pour s'établir respectivement à 1 839 672 barils et à 9 382 485,1 MMBTU.

3. La production industrielle

Le rattrapage attendu au niveau du secteur secondaire en 2012, est perceptible au mois de janvier. L'activité industrielle hors extraction croît de 9,9%, soutenue par le dynamisme des branches « Agroalimentaire » (+19%), « Textile et chaussures » (+21,7%), « Chimie » (+21,9%), « Automobile mécanique » (+47,9%) et « Matériaux de construction » (+71,7%).

La branche agroalimentaire bénéficie de la bonne tenue de ses différentes composantes à l'exception des « Produits du travail des grains et farine » (-8,2%) et des « Autres produits alimentaires »⁷ (-50,9%). Les industries du textile et chaussures profitent du regain de l'activité d'égrenage lié à la bonne campagne cotonnière.

L'activité de branche chimie est tirée par la vitalité des productions de « Produits chimiques » (+37,1%) et de « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+160,8%), favorisé par la hausse de la demande intérieure et extérieure d'engrais et de plastiques.

En dépit de son évolution favorable, la branche chimie enregistre un repli d'activité de la sous branche, « Produits pétroliers » qui s'explique essentiellement par l'arrêt de la production, à partir de la dernière semaine du mois de janvier, pour des travaux de maintenance réglementaire prévus sur une période d'un mois.

L'orientation à la hausse des industries « Automobile- mécanique » est liée avec la bonne tenue de l'activité du transport, notamment terrestre.

La bonne tenue des matériaux de construction s'explique par le rebond des BTP (+110,1%), suite à la reprise des grands chantiers de l'Etat et des constructions immobilières.

Toutefois, la performance de ces branches est amoindrie par le repli des industries du bois (-15%), de l'énergie électrique et eau (-0,7%) et des industries diverses (-31,8%). La branche « Energie électrique, eau », connaît des difficultés de fourniture d'eau potable, notamment dans certaines communes de la ville d'Abidjan.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

A fin février 2012, le secteur des énergies commerciales est marqué par une réduction de l'activité de raffinage tandis que la production d'électricité s'inscrit en hausse, attestant le regain d'activité.

Ainsi, la production de produits pétroliers enregistre un recul de 4,2% qui s'explique par l'arrêt de certaines unités de production, pour raison de maintenance réglementaire. Malgré le recul de la production a été compensé par les importations effectuées pendant les deux premiers mois de 2012, portant les ventes totales de produits pétroliers en progression de 12,8%. La disponibilité de ces produits pétroliers a été prioritairement consacrée à satisfaire la demande nationale.

La consommation nationale progresse donc de 48%, en liaison avec la reprise de l'activité économique et concerne le gasoil (+37,8%), le super (+33,4%) et le kérosène (+31,1%). Il est noté en outre, un accroissement de la demande de butane de 21,1%, attribuable à un meilleur

⁷ Autres que les produits du travail des grains et farines ; les conserves et préparations alimentaires et les corps gras alimentaires.

approvisionnement des circuits de distribution. L'offre de produits pétroliers s'avère insuffisante en conséquence pour couvrir les exportations qui chutent de 43,8%.

Dans le secteur de l'électricité, la production ressort en hausse de 4,1%, soutenue par l'offre d'énergie thermique (+14,4%), en liaison avec l'accroissement des capacités de production des fournisseurs de gaz naturel. La production de source hydraulique accuse, quant à elle, une baisse de 19,5%, attribuable au déficit en eau dans les barrages, notamment à BUYO et à TAABO.

A l'instar de la production, la consommation d'électricité croît de 12,3%, portée par la moyenne tension (+21,0%) et la basse tension (+4,8%). Cependant, la croissance de la demande des ménages est limitée par l'insuffisance de l'offre face aux besoins importants, notamment de la ville d'Abidjan.

5. Les activités tertiaires

En liaison avec les efforts déployés par le Gouvernement en vue de l'amélioration du climat des affaires et du retour de la confiance des opérateurs ainsi que des ménages, les activités tertiaires amorcent un net redressement.

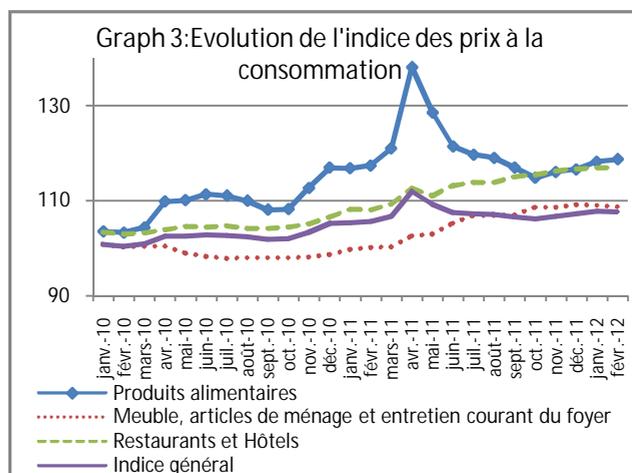
Ainsi, à fin février 2012, l'**activité commerciale** mesurée par l'indice du chiffre d'affaires est marquée par une progression de 33,3% par rapport aux deux premiers mois de 2011, soutenue par les ventes de presque tous les postes, notamment les « Produits pétroliers » (+68,2%) reflétant la reprise du trafic urbain. En termes réels, les ventes de détail progressent de 31,2% avec un niveau général des prix qui ressort en hausse de 2,1% en moyenne sur les deux premiers mois de 2012. La bonne tenue du secteur de la Distribution a été amoindrie par les reflux des ventes des postes « Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-27,4%), « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-28,1%) et « Machines de bureaux, matériel informatique » (-17,1%). Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires s'inscrit aussi en hausse de 9,2%.

De même dans la **branche transport**, les données disponibles à fin janvier 2012 relatives à l'**activité maritime** font état d'un rebond du trafic global des marchandises de 20,1%, tirée principalement par l'augmentation des importations (+38,3%), reflet de la reprise. Cette évolution est corroborée par la progression des escales de navires (+18,8%) consécutivement à l'amélioration progressive du climat socio-politique.

6. Les prix à la consommation

Les prix à la consommation à fin février 2012, restent contenus grâce aux différentes mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Ainsi *en glissement annuel*, l'inflation ressort à 2,0%, tirée essentiellement par la hausse des postes « Services de restauration et hôtels » (+8,1%), « Meubles et articles de ménage et entretien courant de foyer » (+8,5%) et « biens et services » (+8,1%). Cette



évolution a été amoindrie par le repli des prix de la communication de 5,9%, favorisé par la concurrence. L'augmentation des prix alimentaires reste modérée à +1,1%, grâce au recul des prix des légumes frais (-9,9%), tubercules et plantains (-7,9%) et huiles et graisses (-2,6%). Toutefois, il est observé un renchérissement des sous postes « Céréales non transformées » (+6,2%) et « Fruits » (+5,1%) causé par la sécheresse dans les pays sahéliens, provenance de la plupart de ces produits.

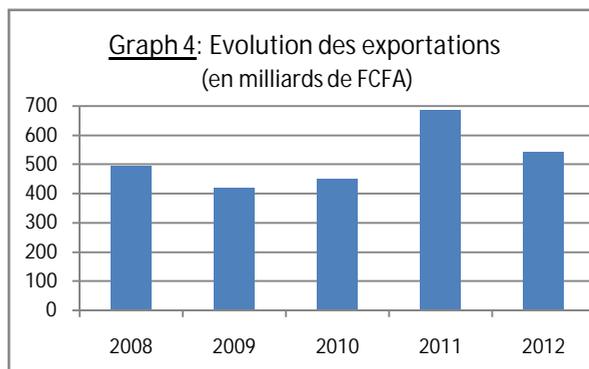
En moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2012, l'inflation se situe à 2,1%, attribuable également aux postes « Services de restauration et hôtels » (+8,1%), « Meubles et articles de ménage et entretien courant de foyer » (+8,8%), et « soins corporels » (+4,9%). En termes d'origine, l'inflation importée s'établit à 2% en moyenne sur la période contre 2,2% pour l'inflation locale.

7. Les échanges extérieurs

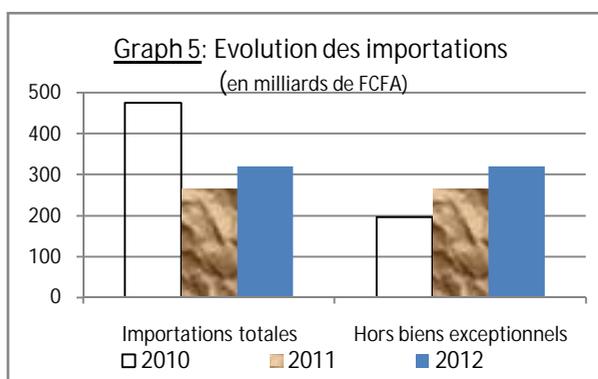
En janvier 2012, les **échanges extérieurs** se sont traduits par une baisse de 20,8% des exportations en valeur qui s'étend à l'ensemble de ses composantes. Quant aux importations, elles enregistrent une hausse de 19,5% tirée par les biens de consommation (+28,9%), les biens d'équipement (+30,2%) et les biens intermédiaires (+7%). Il en ressort un excédent commercial de 225,3 milliards, contre 420,5 milliards en 2011.

Les prix à l'exportation et à l'importation chutent respectivement de 5,6% et 32,9%, induisant un redressement de 40,7% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 171% en janvier 2012, en diminution de 87,0 points de pourcentage.

Les **exportations** sont passées de 687,1 milliards en janvier 2011 à 544,0 milliards sur la même période de 2012, soit une baisse de 20,8% qui concerne l'ensemble de ses postes et particulièrement les ventes de produits primaires (-22,7% dont le binôme café-cacao (-36,1%). Il convient de rappeler que l'évolution des exportations de janvier 2011, s'explique par les sorties massives de cacao dues aux anticipations des opérateurs du fait de la crise post-électorale.



Les **importations** se situent à 318,6 milliards en janvier 2012, en progression de 19,5% par rapport à janvier 2011. Cette bonne tenue est impulsée par les biens d'équipement (+30,2%), les biens intermédiaires (+7,0%) et les autres biens de consommation (+79,3%), en dépit de la baisse des achats de produits alimentaires (-5,9%). Le redressement des importations traduit la reprise des activités industrielles amorcée depuis le mois de mai 2011 et le retour à la consommation des ménages.



8. La situation monétaire

Le profil des agrégats monétaires à fin janvier 2012 laisse apparaître, par rapport à fin décembre 2011, une augmentation des avoirs extérieurs nets de 19,9 milliards (+1,1%), un recul du crédit intérieur de 58,7 milliards (-2,0%) et une réduction de 88 milliards (-1,9%) de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 1 832,8 milliards à fin janvier 2012, en hausse de 19,9 milliards, sous l'effet de la Banque Centrale (+10,4 milliards) et des banques commerciales (+9,5 milliards). La progression des avoirs extérieurs de la Banque Centrale provient de la mobilisation de concours extérieurs auprès de la Communauté financière (FMI et Hors FMI) depuis la fin de la crise.

Le crédit intérieur s'est contracté de 58,7 milliards (-2,0%) et son encours se situe à 2 817,2 milliards à fin janvier 2012. Ce résultat provient du recul à la fois de ses composantes. Ainsi, la **Position nette du Gouvernement** ressort en baisse de 1,9% ; (-16,0 milliards) et s'inscrit à 806,6 milliards à fin janvier 2012. Quant aux **crédits à l'économie**, ils se sont chiffrés à 2 010,6 milliards à fin janvier 2012, en repli de 42,7 milliards (-2,1%) causé par tous les types de crédits. L'encours des crédits ordinaires ressort à 1 894,9 milliards, en retrait de 37,7 milliards, attribuable aux autres crédits de court terme (-26,8 milliards) et aux crédits de moyen et long termes (-10,8 milliards). De même, les crédits de campagne reculent de 5,1 milliards pour se situer à 115,7 milliards.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, le **stock monétaire** baisse de 88,0 milliards (-1,9%), pour atteindre 4 508,9 milliards à fin janvier 2012. Cette évolution provient du recul de la circulation fiduciaire de 57,8 milliards (-3,7%) et de celui des dépôts en banques de 30,2 milliards (-1,0%).

9. Le marché boursier

Après avoir connu une année 2011 difficile marqué par la crise post-électorale et sa délocalisation temporaire, le **marché boursier** renoue avec la croissance à fin janvier 2012. Dans sa dynamique de relancer le marché financier sous-régional, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières prévoit, pour 2012, des résultats en hausse, avec l'introduction de plusieurs entreprises ivoiriennes et ouest-africaines à travers le lancement de programmes de privatisation. Ainsi, grâce à l'amélioration du climat des affaires, il est noté une reprise de l'activité boursière confirmée par les principales tendances décrites ci-après.

- les indices BRVM 10 et BRVM composite ressortent respectivement à 160,89 points et 139,95 points, en hausse de 1,5% et 0,8% ;
- la capitalisation boursière (actions et obligations) passe de 3 875,2 milliards à fin décembre 2011 à 3 882, milliards à fin janvier 2012, en augmentation de 0,2%, attribuable principalement à la hausse de la capitalisation boursière des actions (+0,9%) ;
- le volume des échanges progresse de 35,3% par rapport à fin décembre 2011 et atteint 1 969 557 titres pour une valeur totale de 7 432 596 109 FCFA.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, grâce aux efforts du Gouvernement dans la normalisation de la situation socio-politique, la reprise progressive de l'activité économique amorcée depuis le mois de mai 2011, se poursuit comme l'atteste le profil des indicateurs. Les évolutions favorables sont observées au niveau des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur extérieur, à la faveur de la

relance de l'activité économique profite du rebond des importations en volume de biens intermédiaires, de biens d'équipement et des autres biens de consommation.

Cependant, des inquiétudes existent. Le secteur primaire pâtit des contreperformances des productions du cacao et du pétrole. Les exportations connaissent un ralentissement au regard des ventes de cacao, de pétrole brut et de produits pétroliers.

Au plan de l'inflation, la poursuite des mesures de lutte contre la vie chère combinée aux récentes mesures prises lors de la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union, en faveur des pays du Sahel victimes de la sécheresse, devrait permettre le retour de l'inflation dans les limites raisonnables.